

Alerte sur les Hauts de ROUEN

LETTRE OUVERTE AUX POUVOIRS PUBLICS — DOSSIER DE PRESSE

CONFERENCE DE PRESSE LUNDI 2 OCTOBRE 2017

Les associations signataires :

ACM—ADDLR—APMAR—APEHR—BVGM

CENTRE PERNET—COMITE DE

COORDINATION—I.D.HAUTS—INTERM'AIDE

EMPLOI—MER ET CAMPAGNE—RADIO

HDR—RESPIRE



Contact : Manou FONDARD 06 18 13 39 55

ALERTE SUR LES HAUTS DE ROUEN

LETTRE OUVERTE AUX POUVOIRS PUBLICS : LES QUARTIERS POPULAIRES DE ROUEN EN DANGER

Les Associations des Hauts de Rouen, réunies en collectif, ont peur et s'inquiètent :

Nous sommes 11 associations à but non lucratif qui œuvrons depuis des dizaines d'années sur les quartiers des Hauts de Rouen. Ces quartiers concentrent d'importantes difficultés sociales mais également des richesses. Les administrateurs bénévoles de nos associations passent depuis tout ce temps des centaines d'heures par an à concevoir, organiser et animer des actions sociales, éducatives, culturelles et festives avec les enfants, les jeunes, les familles. Les pouvoirs publics leur fournissaient les moyens de fonctionner, de former et de salarier des professionnels de l'action sociale.

UN ÉTAT DES LIEUX ALARMANT

Depuis 4 ans, les subventions des pouvoirs publics diminuent régulièrement. Cette année la suppression brutale de dizaines d'emplois aidés et la suppression de crédits « politiques de la Ville » de l'Etat mettent nos associations dans une situation alarmante.

Mer & Campagne est contrainte de se séparer des quatre professionnelles qui agissaient sur le quartier et sur Grammont, autre quartier dont les besoins sont également immenses. Aujourd'hui, l'**APMAR** licencie la moitié de son personnel. La **Radio HDR** qui se relève péniblement d'une procédure de liquidation judiciaire a dû licencier deux de ses salariés en 2013. **L'AREJ** avait vu les emplois d'éducateurs de prévention divisés par deux sur le Département en 2013. Le **Comité de Coordination** ne peut démarrer l'accompagnement à la scolarité ni les activités socioculturelles pour les enfants et les jeunes, faute de garantie sur les emplois.

La précarité se renforce chez les salarié-e-s et dans la tête des dirigeants associatifs .

L'avenir du secteur associatif reste une grande inconnue. Les associations qui ont des salarié-e-s ne peuvent plus maintenir les emplois et celles qui n'ont pas de salarié-e-s voient leurs moyens financiers baisser constamment.

UN QUARTIER POPULAIRE ABANDONNÉ À SES DIFFICULTÉS

C'est justement dans ces quartiers que la population a besoin de partager un potager, de trouver des lieux de vie sociale pour se rencontrer, se cultiver, voire se nourrir, à cause du chômage de masse et des très faibles revenus qui gangrènent notre société depuis la fin des années 70.

Un territoire dévalorisé

La politique menée par les pouvoirs publics va priver les habitants de la présence valorisante des associations et des citoyens bénévoles qui animaient la vie du territoire. Car le bénévolat a ses limites. Il ne peut pas pallier durablement un service public social défaillant. Cette politique va aussi priver le quartier de professionnels compétents et de jeunes du quartier qui, à travers les aides à l'emploi, acquéraient une qualification dans l'animation sociale.

Une conception du vivre ensemble mise gravement en cause

C'est un traitement des difficultés liées à la situation socio-économique des habitants de ces quartiers qui disparaît. Cela va empêcher concrètement les enfants de se construire normalement, empêcher les personnes âgées de sortir de leur isolement, enfermer les familles dans leur quartier. Et ce n'est pas leur faute ! D'autres organisations, moins laïques que les associations citoyennes, se chargeront de faire de l'aide sociale auprès des jeunes...

Cette attitude des pouvoirs publics ressemble trop à un abandon délibéré.

UNE POLITIQUE SOCIALE DIGNE DE CE NOM

Ces quartiers, construits loin du centre-ville et accueillant des familles parmi les plus pauvres de tout le département, ont besoin d'une vraie politique d'animation socio-culturelle d'ouverture sur le monde qui les entoure.

Ils ont besoin que les citoyens qui révèlent des besoins en créant des associations aient les moyens d'assurer les missions qui leur sont ensuite confiées. Ou alors que le service public assume son rôle !

Ces quartiers ont, plus que d'autres, besoin d'une « solidarité » allant au-delà des aides sociales individuelles.

Les associations signataires réclament **la définition et la mise en œuvre rapide d'une véritable politique publique concertée** qui tienne compte de la richesse comme de la diversité des associations et qui ne se résume pas à de la pure gestion administrative et financière de budgets qui diminuent constamment.

Ces associations sont prêtes à travailler avec tous les pouvoirs publics dans ce sens.

Il y a URGENCE !



L'association APEHR créée en 2006 de la volonté d'un groupe de parents d'élèves d'accompagner les enfants dans une aide aux leçons afin de mettre en place un semblant d'égalité des chances, travaille aujourd'hui dans ce même but mais en y incluant la famille au complet, les loisirs, l'ouverture culturelle, le sport, l'environnement, etc. En cette rentrée 2017, nous avons peur...

Monsieur Macron, notre président, affirme : « **les contrats aidés ne produisent pas de bons résultats, ce sont des dépenses inefficaces** ».

Shana, 21 ans, animatrice à l'association. Après avoir été renvoyée du lycée pour absentéisme, elle cherche quoi faire. Accompagnée par une éducatrice de l'AREJ, elle nous est conseillée dans le cadre d'un service civique. Au vu de ces motivations et de son engagement, nous avons décidé de lui proposer un contrat Emploi d'Avenir dans lequel elle pourra, en 2018, faire une préparation au concours d'éducatrice spécialisée, passer le concours, l'obtenir et intégrer, en 2019, à la fin de son contrat, la formation d'éducatrice. Elle ressortira d'une formation diplômante avec une expérience de 3 ans au contact d'un public dit « de quartier ».

Inefficace pour une jeune sans diplôme en rupture avec l'Éducation nationale ???

Nadia, 52 ans, médiatrice à l'association. Après plusieurs années de bénévolat, elle signe un CAE-CUI en 2010 puis elle passe sur un contrat Adulte Relais en 2011. Aujourd'hui en CDI depuis juin 2017, elle fera une formation de technicienne de médiation sociale en 2019 dans le cadre de son adulte relais. L'association souhaite garantir à Nadia son poste jusqu'à sa retraite.

Inefficace pour une femme seule élevant deux enfants sur un quartier politique de la ville ???

Les emplois aidés ne permettent pas seulement d'accompagner sur la réinsertion, sur l'estime de soi, ou encore sur la montée en compétence, c'est une chance pour les salariés mais surtout pour les structures. L'association n'a pu exister et se développer que par les emplois aidés. Une association ne produit pas de chiffre d'affaire, elle ne peut donc pas fonctionner seule. Les emplois aidés correspondaient aux subventions versées, si les subventions étaient plus grandes et plus pérennes alors les CDI seraient monnaie courante mais ce n'est pas le cas !!!

L'État nous a délégué des missions qu'il ne voulait pas assumer jusqu'au bout et aujourd'hui nous devrions le faire sans aide ??? Sans argent ??? Qu'avec des bénévoles ???

QUE L'ETAT PRENNE SES RESPONSABILITES ET NOUS DONNE LES MOYENS D'EMBAUCHER ET DE FORMER AUX METIERS QUI SONT LES NOTRES !!!



L'ADDLR a été créée il y a 12 ans dans le but de défendre les locataires de Rouen Habitat.

Plusieurs batailles ont déjà été menées :

La lutte contre la démolition des immeubles des Canadiens en 2006, 270 locataires habitent ces logements ; la ligne de bus 40 remise en place pour le confort de tous les habitants des Hauts de Rouen (pétition 1800 signatures) ; le remplacement de 80 chauffe-eaux et des toitures pour le groupe Henri St Pierre ; La mise en place de douches pour remplacer les « sabots », plus simples et pratiques tant pour les enfants que pour les personnes âgées.

Projets à venir :

L'installation d'une maison médicalisée courant 2017-2018 avec des médecins, des infirmiers, des kinésithérapeutes ; la création de jardins partagés ; la création d'un terrain pour les jeunes.

Convaincue de l'importance que revêt la vie associative pour les habitants des Hauts de Rouen, l'ADDLR soutient les associations victimes de la politique du gouvernement supprimant les contrats aidés, qui sont les chevilles ouvrières du fonctionnement et de l'activité de ces associations.



Association Amitié Chrétiens Musulmans (ACM)

L'association est présente sur les hauts de Rouen depuis plus de vingt ans (ce sont des rencontres de femmes). Elle a pour objectifs d'apprendre à mieux se connaître et d'accepter nos différences pour un mieux vivre ensemble.

Nous n'avons aucune subvention et partageons le local avec Fraternité Banlieue.

Présente depuis tout ce temps sur ce quartier, nous savons combien les associations ont un rôle important dans l'accompagnement des familles et auprès des jeunes que des bénévoles seuls ne peuvent assumer. Nous connaissons leur dynamisme et leurs compétences. Les priver de moyens financiers et notamment des contrats aidés, conduirait le quartier à une dégradation sociale.



L'association BVGM s'inquiète de la situation de plusieurs associations qui agissent sur les Hauts de Rouen et sur la Grand'Mare. Les baisses de subvention, la fragilisation des emplois aidés, mettent en péril la possibilité qu'elles poursuivent et développent leurs activités.

Dans la présentation de nos projets de réalisation d'une maison intergénérationnelle, d'un jardin partagé, de développement du lien social avec les seniors, nous présentons comme un atout essentiel la richesse du tissu associatif à la Grand Mare.

Nos actions actuelles et à venir ne peuvent s'envisager qu'avec les associations partenaires qui interviennent auprès de tous, chacune avec leurs spécificités, avec des objectifs que nous partageons: entretenir et développer les potentialités, créer un environnement riche et stimulant, mieux vivre ensemble....

"La tête haute, la Grand'Mare en mouvement" affiche à juste titre le dernier "Rouen Magazine"...nous ne pouvons laisser des acteurs essentiels de ce "mouvement", vital pour le quartier, perdre leurs capacités d'agir, et nous nous associons à cette ALERTE à l'adresse des pouvoirs publics."



L'association RESPIRE ! - Rouen Environnement Solidaire Projets Initiatives Réflexions Ensemble ! - créée en 2010.

Ses bénévoles partagent, dans les quartiers, les connaissances et avancées environnementales pour se nourrir, se loger, se déplacer au quotidien. Des liens étroits s'établissent avec des associations "grandes sœurs" qui mettent à disposition leurs locaux et l'expertise de leurs salariés. Ce soutien en réseau organise, sans interruption depuis sa création, une distribution hebdomadaire de légumes et produits bio sous forme d'AMAP, mais aussi des projets, des animations, des solidarités partagées.

La disparition programmée des "emplois aidés" touche brutalement et aveuglement des structures partenaires, la plupart implantées de longue date dans nos quartiers (Mer et Campagne, APMAR, Centre Social Comité de Coordination de la Grand-Mare ...).

Le maintien désespérant de mesures "d'économies budgétaires" conduit à leur inéluctable disparition et implique un anéantissement inacceptable de solidarités citoyennes vitales.



1968 – 2017 (?)

52.743 heures de français dispensées, 20.487 heures d'interventions dans les écoles primaires, 7.684 heures d'accompagnement à la scolarité, 15.687 personnes accompagnées, 2.037 heures de théâtre, de dessins ou d'informatique effectuées, 97 nationalités rencontrées, 847.213 sourires reçus ou donnés, des vies changées,

des souvenirs par milliers, des projets, des partenaires, des amitiés ...

L'APMAR œuvre depuis près de 50 années à concilier, par le biais des apprentissages de bases en français, des parcours de vie et une société d'accueil, la France. Elle défend depuis ses débuts une idée de l'Éducation Populaire où la différence est une richesse, l'apprentissage est commun, réciproque et les cultures sont émancipatrices.

L'APMAR a contribué, participé à la création / créé, ou expérimenté : La fête de quartier de la Lombardie, le Fémur, les clubs périscolaires du PRE, le collectif animation, les personnes relais, la journée de la femme, « Les arrivants » avec le CDN, « Sur le pont » avec la compagnie le Chatfouin, la plateforme d'insertion linguistique, ...

Aujourd'hui, l'APMAR c'est encore 9 salariés, 20 bénévoles et 400 personnes participantes à nos actions.

Demain ? Forte d'une activité reconnue (dixit nos financeurs), l'APMAR se voit amputée de ses financements européens par le département 76 : c'est 80.000 euros en moins pour 2017, 2018, 2019 et une annonce faite en juin dernier alors que les activités ont bien eu lieu sur le premier semestre. Parallèlement, l'association perd en 2017 des financements politiques de la ville et PRE. Au-delà de ces manques à gagner pour une association essentiellement financée sur projet, les baisses de subvention entament de façon conséquente la capacité de la structure à animer ses projets existants et être capable d'innover, de répondre à des questions sociales émergentes.

Pour faire simple, ce ne sont pas quelques actions qui sont en danger mais l'ensemble du projet associatif, l'ensemble des actions, l'ensemble des salariés. Et c'est une structure professionnelle avec des compétences avérées qui est sur le point de disparaître... situation paradoxale dans un contexte où les besoins en direction des migrants sont croissants sur notre agglomération !



i.d.hauts (initiative et développement sur les hauts) est une jeune association créée en mars 2015. Née de la volonté d'habitants et de travailleurs du quartier de proposer des animations tout

au long de l'année pour les Hauts de Rouen, l'association souhaitait, dans un avenir proche, passer à la « vitesse supérieure » en embauchant un ou des emplois aidés afin de développer d'autres activités. Pour l'heure, celles-ci vont rester « dans les cartons » suite au gel des aides d'État. Partenaire de nombreuses associations pour la mise en place de ses activités, i.d.hauts s'inquiète du sort réservé à celles œuvrant sur le quartier qui détruit des emplois, le tissu associatif et tout le travail effectué depuis de nombreuses années. C'est pourquoi i.d.hauts a décidé de rejoindre le collectif associatif.



Le Comité de Coordination, centre social associatif est

implanté depuis plus de 40 ans à la Grand Mare. Il intervient auprès de plus de 260 familles (accompagnement social, parentalité, accès à la culture...). Le Comité se trouve en grande difficulté cette année pour continuer à proposer des activités en direction des enfants et des jeunes. Le soutien scolaire, les centres de loisirs et les projets « jeunesse » sont actuellement suspendus car le maintien des emplois pose un problème insoluble (baisse des financements, arrêt des emplois aidés). Pour le centre social, il est inconcevable d'être contraint d'arrêter ce type d'activités en direction des enfants et des jeunes des Hauts de Rouen.



L'Association Mer & Campagne, depuis 70 ans, est une association d'éducation populaire qui a voulu l'éducation, la culture, les loisirs et les vacances au centre de ses objectifs. Située sur les Hauts de Rouen au Village du Bellay, depuis une trentaine d'années elle a développé des actions, d'animation d'éducation

à l'environnement, du suivi scolaire, d'aide à la socialisation des familles les plus en difficulté, de projets d'éducation nutritionnelle, d'aide administrative, de projets vacances... Sur son centre d'hébergement à Manneville-ès-Plains, elle a accueilli 12 240 enfants, 213 familles et 104 classes de découverte. En partenariat avec les autres associations du territoire elle a aussi créé et animé le jardin partagé « Les hauts sèment » dans le quartier de la Lombardie et les « parcelles » dans le parc Grammont.

L'association a sollicité depuis une trentaine d'année des subventions auprès des pouvoirs publics, ce qui lui a permis d'embaucher du personnel (quatre jusqu'à aujourd'hui), sur des contrats aidés ou pas, afin de mener sur les quartiers populaires de Rouen ses actions. Les collectivités financent des actions, c'est à dire les salaires des coordinatrices et des animatrices (eurs) et un peu de dépenses de fonctionnement, rien d'autre : ni l'administration de l'association, ni le temps passé par le personnel à accueillir les habitants du quartier, ni la gestion du personnel, ni la comptabilité, ni la coordination des actions, ni même l'utilisation des locaux du centre d'hébergement.

Résultat, malgré la présence permanente de bénévoles auprès des 4 salariés de l'association, pour l'équivalent de deux temps plein environ, les comptes de Mer & Campagne font apparaître fin 2016 un déficit réel de 55 000 euros sur ses activités d'animation dans l'agglomération rouennaise.

L'arrêt d'une subvention du Feder a révélé les insuffisances de financement des actions de l'association, qui l'oblige fin 2017 à licencier ses quatre salariés et à arrêter la quasi totalité de ses actions sur les Hauts de Rouen et Grammont.

Nous tentons maintenant de trouver les moyens de remettre en état le centre d'hébergement de Manneville-ès-Plains, atteint par un champignon, pour continuer à fournir aux quartiers populaires et aux écoles du département un lieu d'activités et de loisirs de pleine nature accessible à tous les budgets.

Aujourd'hui il y a Urgence. Afin que les habitants et les associations continuent à travailler sur le vivre ensemble, la santé, l'accès aux droits, le droit aux vacances et aux loisirs, nous souhaitons qu'une véritable politique d'animation socio culturelle se mette en place sur ces quartiers.